



## **LES POLITIQUES SOCIALES DU GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE 1997-2010 :**

### **UN BILAN MITIGE**

Sous la direction d'Anne Daguerre

Au lendemain des élections législatives du 6 mai 2010, comment qualifier le bilan social du gouvernement travailliste resté au pouvoir treize ans, entre 1997 et 2010 ? Le verdict délivré par les électeurs est simple : il aurait pu mieux faire.

En matière de santé, si la qualité des soins a été améliorée grâce à un investissement massif dans le système national de santé, le fameux National Health Service (NHS), les inégalités en matière d'accès à la santé se sont maintenues.

En matière de lutte contre l'exclusion, si la pauvreté infantile a régressé - on compte 550 000 enfants pauvres de moins entre 1999 et 2009 - quatre millions d'enfants vivent encore au-dessous du seuil de pauvreté.

Dans le domaine de l'emploi, si le chômage des jeunes a diminué de manière spectaculaire entre 1997 et 2003, les travaillistes n'ont pas réussi à réduire massivement l'inactivité économique : 2,63 millions de personnes sont titulaires de pensions d'invalidité en 2010, contre 2,7 millions en 1997.

Que peut-on attendre du gouvernement de coalition conservateur-libéral de David Cameron et Nick Clegg ? Certainement pas une révolution conservatrice, mais un durcissement des dispositifs de retour à l'emploi et des coupes claires dans les services publics.

Les économies de six milliards annoncées par le Chancelier George Osborne ont porté sur le fonds d'emploi pour les jeunes et les Child trust Funds, fonds d'investissement permettant à chaque enfant de bénéficier d'un petit capital au moment de l'entrée dans la vie adulte.

Pas de grandes ruptures donc, puisque les services publics de première ligne sont protégés, notamment le NHS. Mais ce sont les ménages modestes et les jeunes qui risquent d'être les grands perdants des mesures d'économies mises en place par le nouveau gouvernement.